



22 JUILLET 2024

EUROPE INFO HEBDO



**NOUVELLE LÉGISLATURE, 'RESET'
BRITANNIQUE ET RÉSERVE AGRICOLE.**

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT,
Shiraz MORET-BAILLY.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

PARLEMENT EUROPÉEN, COMMISSION EUROPÉENNE, GETTING TO WORK

La semaine du 15 juillet 2024 marque l'ouverture de la nouvelle législature du Parlement européen. Les premiers jours ont d'abord été consacrés à l'intronisation des nouveaux députés puis l'organisation du nouveau Parlement, avant de monter en tension avec l'investiture, à bulletins secrets, de la candidate à la Présidence de la Commission européenne.

- Seule en lice, et après avoir reçu l'aval des Etats membres réunis en Conseil européen à la fin du mois de juin, Ursula von der Leyen a déjoué les scepticismes et été reconduite pour un deuxième mandat à la tête de la Commission européenne.
 - Le 18 juillet, Ursula Von der Leyen a été réélue à la tête de la Commission européenne par le Parlement, avec le soutien des Sociaux-Démocrates et des Verts à la candidate du PPE, à 401 voix pour (la majorité est à 360 voix) pour constituer une majorité élargie au "centre pro-UE".
- Auparavant, le 16 juillet, une majorité encore plus large, a reconduit Roberta Metsola (MT-PPE), à la présidence du Parlement européen.
- Le trio présidentiel des institutions européennes est désormais formé, avec l'ancien premier ministre portugais Antonio Costa (Socialistes et Démocrates) élu par les chefs d'Etat et de gouvernement à la tête du Conseil européen, le 28 juin, pour succéder au belge Charles Michel.

•



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



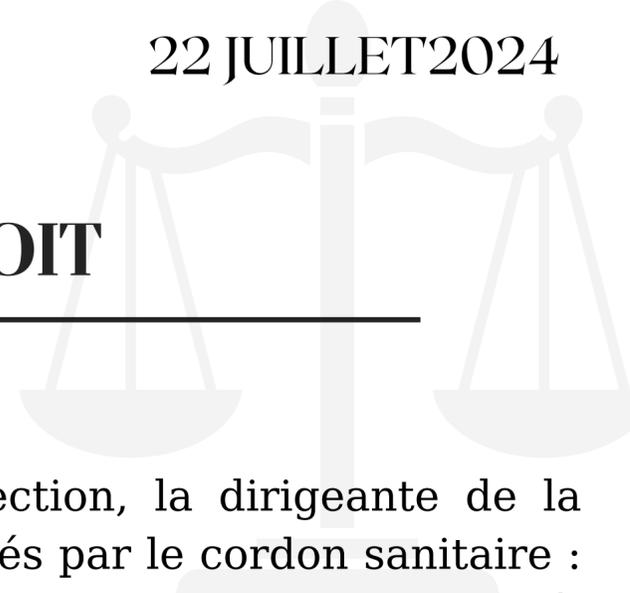
PARLEMENT EUROPÉEN, GROUPES, CORDON SANITAIRE

Avec désormais 8 groupes constitués dont 3 de droite radicale voire extrême (consécutivement à la création de deux nouveaux groupes au Parlement "Les Patriotes pour l'Europe - PfE" et "l'Europe des Nations souveraines" - ENS cf. EIH 15/7/24 et 7/7/24), les élections aux postes de responsabilité et la constitution des nouvelles commissions parlementaires ont occupé les nouveaux députés.

- En effet, la taille, la composition et la présidence des commissions où s'élaborent les premières positions des députés sur les textes en discussion varient avec les rapports de force de chaque législature.
 - Et même de nouveaux, comme cette possibilité d'une promotion de la sous-commission SEDE en une "Commission Défense" de plein droit, dont la création se rediscutera à l'automne.
 - En l'occurrence, la Commission ITRE (industrie énergie recherche) devient la plus grande commission dans le nouveau PE, alors qu'en 2019 c'était la Commission ENVI (environnement et santé), marquant une préoccupation de la mandature, plus centrée sur les aspects industriels et de "compétitivité" du Pacte Vert - Euractiv et Politico pointent quelques figures à suivre dans ces dossiers.
- Dans la répartition des présidences des commissions et des Vice-présidences du PE qui se fait à la stricte répartition proportionnelle (loi d'Hondt), les deux principaux groupes du Parlement européen, PPE et S&D, monopolisent le jeu.
 - Renew et Verts (diminués) Gauche (faible) et ECR doivent se contenter des restes.
 - Toutefois, la politique l'emporte occasionnellement : les postes dévolus logiquement aux groupes d'extrême droite sont redistribués (aux Verts et libéraux en l'occurrence) en raison d'un cordonsanitaire écartant l'extrême-droite - auquel échappe le groupe ECR.
- Outre les comportements peu cordiaux voire borderline de ces députés, encore illustrés par un récent esclandre en plénière, pour ces groupes plus radicaux le principal reproche reste leurs claires affinités pro-Kremlin, dont le PfD présidé par J. Bardella, mais fondé par V. Orban, illustré là par leur opposition à l'aide européenne à l'Ukraine.
 - Déjà le boycott de la présidence hongroise du Conseil de l'UE par la Commission et le Conseil européen en réponse à la visite à Moscou du Premier ministre hongrois avait envoyé un message aux Patriotes.
 - L'isolement de la Première ministre italienne Giorgia Meloni lors des discussions au Conseil laisse entrevoir une mise de côté des groupes conservateurs et ultra-conservateurs, mais sans exclure totalement le CRE
 - Ce dernier a obtenu deux postes de vice-présidents le 16 juillet.
 - Un cordon sanitaire à géométrie variable, qui cherche à garder la populaire Giorgia Meloni parmi les soutiens d'U. Von der Leyen.
 - Cette dernière promet au Parlement le 18 juillet qu'elle « ne laisserait jamais la polarisation extrême de nos sociétés être acceptée [...] et les extrémistes détruire notre mode de vie européen. ».



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



PARLEMENT EUROPÉEN, GROUPES, MAKE EU CENTRIST AGAIN

Dans son allocution au Parlement en perspective de sa réélection, la dirigeante de la Commission européenne n'a oublié aucun de ses soutiens, motivés par le cordon sanitaire : « Je nommerai un Commissaire dont le portefeuille inclura le logement » a-t-elle annoncé, visant le S&D. Elle veut également créer deux portefeuilles plus sociaux, « un commissaire chargé notamment de garantir l'équité intergénérationnelle » et un autre chargé « de l'Égalité ». La répartition de l'administration de la Commission dont ces commissaires seront en charge en dira plus sur le sérieux ou le cosmétique de la proposition.

- Aux Verts, qui ne lui avaient pas apporté son soutien en 2019, elle assure qu'elle présentera un « pacte pour une industrie propre » dans les 100 jours, promettant une attention toute particulière portée à la croissance économique et au coût de la vie, mais sans se détourner des objectifs de préservation environnementale urgents.
 - Elle reprend également leur objectif « de réduction des émissions de 90 % à l'horizon 2040 ».
 - Un programme plus social, tourné vers les nouvelles générations.
 - Ainsi, U. Von der Leyen fait de la jeunesse une priorité : chaque commissaire devra engager des dialogues relatifs à « la politique en faveur des jeunes ».
 - La présidente de la Commission s'engage par ailleurs à formuler dans les 100 jours un « plan d'action européen sur la cybersécurité des hôpitaux et des prestataires de soins de santé ».
- Contexte oblige, l'élargissement européen et la défense ont la part belle dans le prochain programme quinquennal européen.
 - U. Von der Leyen souhaite nommer « un commissaire spécialement chargé de l'élargissement », sujet incontournable alors que vont s'ouvrir les négociations d'adhésion de l'Ukraine et la Moldavie.
 - Toujours en lien avec le voisinage de l'UE, « un commissaire pour la Méditerranée » sera créé.
 - Une réflexion est également prévue « sur la capacité d'action, les politiques et le budget de l'Union » dans la perspective du futur élargissement.
 - En parallèle des discussions pour faire de la sous-commission parlementaire Sécurité et Défense (SEDE) une commission à part entière, U. Von Der Leyen a confirmé la création d'un nouveau commissaire à la Défense, évoqué depuis plusieurs mois par la présidente de la Commission.
 - Toujours sur la défense, l'un des axes majeurs de ce mandat, la Présidente annonce un « livre blanc » qui sera préparé avec le futur commissaire à la Défense.
 - Le secteur technologique est aussi concerné avec l'annonce de plusieurs initiatives visant à faire de l'UE « un acteur mondial de premier plan » de l'IA et de la biotechnologie.
 - Un engagement qui réjouit les représentants du secteur comme EuropaBio, qui a félicité la présidente de sa réélection.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ROYAUME-UNI, COMMUNAUTÉ POLITIQUE EUROPÉENNE, AULD LAND SYNE

Les premiers jours suivant les élections britanniques l'ont confirmé, le changement de majorité et la déroute des conservateurs signalent un changement dans les rapports entre l'UE et le Royaume Uni - mais la question de la réadhésion ne se pose pas, ou pas encore (cf. [EIH 15/7/24](#)).

- Néanmoins, le RU continue à jouer un rôle majeur dans la sécurité européenne. Ainsi il a été comme prévu l'hôte d'un sommet de la Communauté politique européenne qui s'est tenu cette semaine au château de Blenheim.
 - Ce dispositif inventé en 2022 par le président français au moment de la PFUE, comme une grande table ronde européenne sur la sécurité, permet d'inclure tous les acteurs tiers non membres de l'OTAN ou de l'UE.
 - Jusqu'à la Suisse, ou au Caucase (cf. EIH 19/5/22).
 - Après trois réunions déjà, la CPE cherche encore sa place dans l'ordre politique européen, tant les résultats sont maigres.
 - D'autant que le prochain devrait se tenir en Hongrie, dont les liens avec Moscou sont avérés.
- Au sommet, Londres a clairement indiqué son souhait de jouer ce rôle dans la sécurité collective du continent.
 - Un point central de ce que les travaillistes appellent "une nouvelle donne avec l'UE".
 - Cependant, inclure un pays tiers, surtout celui-ci, dans une quelconque intégration industrielle de la défense rendrait les choses beaucoup plus compliquées.
 - Un avenir hypothétique dans lequel la Commission et le Conseil prendraient des décisions sur les marchés publics de la défense que le Royaume-Uni devrait suivre sans avoir son mot à dire introduirait une nouvelle version, plus politique, des mérites d'être *in* ou *out*.
 - Il sera peut-être possible s'en sortir dans certains domaines où la dimension civile prime, du moins sur le plan politique, mais pas en ce qui concerne la construction des avions de chasse ou des sous-marins.
 - Dans ce cas, il faudra sûrement un dispositif extracommunautaire, qu'il y ait ou non modification du traité - sous forme d'accord, comme pour le deal avec Erdogan sur les migrants en 2016.
 -
 -